

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3580

[2006/202899]

**30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 23 mai 2006;

Vu l'avis n° 40.475/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte, les mots « de candidat en architecture et d'architecte » sont remplacés par les mots « délivrés par les Instituts supérieurs d'Architecture. ».

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est créé un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française chargé de conférer les grades délivrés par les Instituts supérieurs d'architecture. ».

**Art. 3.** A l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire et de la Recherche scientifique ».

**Art. 4.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art. 10. Une épreuve a lieu annuellement, l'épreuve étant l'ensemble des examens d'une même année d'études, l'examen étant l'opération de vérification des connaissances pour une matière déterminée.

Le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque épreuve ».

**Art. 5.** A l'article 11 du même arrêté, le mot « examens » est remplacé par le mot « épreuves ».

**Art. 6.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art.12. Nul n'est admis à la première épreuve du grade de premier cycle délivré par les Instituts supérieurs d'architecture s'il ne remplit les conditions requises pour l'admission dans les Instituts supérieurs d'architecture.

Nul n'est admis à la deuxième épreuve du grade de premier cycle délivré par les Instituts supérieurs d'architecture s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la première épreuve du grade correspondant.

Nul n'est admis à la troisième épreuve du grade de premier cycle délivré par les Instituts supérieurs d'architecture s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la deuxième épreuve du grade correspondant.

Nul n'est admis à la première épreuve du grade de master en architecture s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, l'épreuve du grade de bachelier en architecture.

Nul n'est admis à la deuxième épreuve du grade de master en architecture s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi la première année du grade correspondant.

Les candidats ajournés par un Institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter au cours de la même session devant le jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un Institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française. ».

**Art. 7.** A l'article 13 du même arrêté, le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens » et les mots « d'un même examen » sont remplacés par les mots « d'une même épreuve ».

**Art. 8.** A l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire ».

**Art. 9.** A l'article 16 du même arrêté, le mot « supérieur » est remplacé par les mots « non obligatoire ».

**Art. 10.** L'article 17 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art.17. Lors de l'inscription, le candidat doit fournir les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° une photocopie d'un document d'identité belge ou étranger;

3° l'original de la preuve de paiement du droit d'inscription tel que prévu à l'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte;

4° l'indication du programme d'un institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;

5° l'indication précise de l'année d'études et les options éventuelles sur lesquelles porte l'épreuve;

6° pour l'inscription à l'épreuve finale du grade de deuxième cycle délivré par les Instituts supérieurs d'architecture, le sujet du mémoire qu'il souhaite défendre accompagné d'un court descriptif;

7° pour l'inscription à la première épreuve du grade de bachelier, la copie du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat ne peut avoir lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués, conformément aux articles 9 et 10 des lois sur la collation de grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnés le 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat aux épreuves des années suivantes, la copie du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'examen sur les matières de l'année d'études antérieure. ».

**Art. 11.** Dans l'intitulé de la section 3 du même arrêté, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve ».

**Art. 12.** A l'article 18 du même arrêté, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve » et le mot « épreuve » est remplacé par le mot « examen ».

**Art. 13.** Dans l'intitulé de la section 4 du même arrêté, le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens ».

**Art. 14.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens ».

**Art. 15.** A l'article 20 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « une épreuve écrite » sont remplacés par les mots « un examen écrit » et les mots « une épreuve orale » sont remplacés par les mots « un examen oral ».

b) à l'alinéa 2, le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens ».

**Art. 16.** A l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « une épreuve unique » sont remplacés par les mots « un examen unique ».

A l'article 21, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement du 3 février 1997, le mot « épreuve » est remplacé par le mot « examen ».

**Art. 17.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art.22. Les examens oraux sont publics. »

**Art. 18.** Dans l'intitulé de la section 5 du même arrêté, le mot « examens » est remplacé par le mot « épreuves ».

**Art. 19.** A l'article 24 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est dressé procès-verbal de la délibération. Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury d'examens et les résultats de la délibération. Il mentionne également pour chaque étudiant refusé ou ajourné les motifs de la décision adoptée. »;

b) l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2,

« Le procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et au moins trois membres du jury d'examens, au plus tard le dernier jour de la session d'examens. »

**Art. 20.** A l'article 25, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « session d'examen » sont remplacés par le mot « épreuve » et le mot « épreuves » est remplacé par le mot « examens ».

**Art. 21.** A l'article 26 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes,

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve »;

b) à l'alinéa 3, le mot « examen » est remplacé par le mot « épreuve » et le mot « épreuve » par le mot « examen ».

**Art. 22.** L'article 27 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Outre les dispositions de l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long de plein exercice, en cas de réussite d'une ou plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'examens peuvent être accordées par le président du jury, après avis de l'Inspection de l'Enseignement supérieur.

§ 2. Le jury dispense de certains examens le candidat qui, ayant échoué au jury, s'y réinscrit l'année suivante pour y présenter la même épreuve, selon les modalités prescrites par l'arrêté royal du 22 février 1984 précité. ».

**Art. 23.** L'article 28 du même arrêté est abrogé.

**Art. 24.** A l'article 29 du même arrêté, les mots « du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « de l'Administration. ».

**Art. 25.** L'ancien grade de candidat en architecture ou d'architecte pourra être délivré par le jury jusqu'à l'année académique 2005-2006 aux étudiants qui avaient déjà réussi une année du cycle d'études menant à ce grade lors d'une année académique antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Aux étudiants porteurs d'un grade de candidat en architecture, qui, en application de l'article 180, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 31 mars 2004 ont accès, jusqu'à l'année académique 2006-2007, aux études de deuxième cycle définies dans la législation en vigueur avant l'entrée en vigueur de ce décret, le grade d'architecte sanctionnant ces études pourra être conféré par le jury durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ces études.

Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les articles 1<sup>er</sup> et 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par le présent arrêté restent d'application.

**Art. 26.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année académique 2005-2006.

Bruxelles, le 30 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales.

Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3580

[2006/202899]

**30 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, van 23 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 40.475/2 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, worden de woorden "van kandidaat in de architectuur en architect" vervangen door de woorden "uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur".

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Er wordt een examencommissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur. ».

**Art. 3.** In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « Hoger » vervangen door de woorden « Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek ».

**Art. 4.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Een proef vindt jaarlijks plaats; de proef is het geheel van de examens van eenzelfde studiejaar; het examen heeft tot doel de kennis in een bepaald vak te controleren.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, of zijn afgevaardigde stelt de data en de gedetailleerde volgorde van elke proef vast ».

**Art. 5.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord « examens » vervangen door het woord « proeven ».

**Art. 6.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. Niemand wordt toegelaten tot de eerste proef voor de graad van de eerste cyclus uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur, als hij niet de voorwaarden vervult om toegang te hebben tot de Hogere Instituten voor architectuur.

Niemand wordt toegelaten tot de tweede proef voor de graad van de eerste cyclus uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de eerste proef van de overeenstemmende graad geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de derde proef voor de graad van de eerste cyclus uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de tweede proef van de overeenstemmende graad geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de eerste proef voor de graad van master in de architectuur, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor de proef van de graad van bachelor in de architectuur geslaagd is.

Niemand wordt toegelaten tot de tweede proef voor de graad van master in de architectuur, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor het eerste jaar van de overeenstemmende graad geslaagd is.

De studenten die uitgesteld worden door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd Hoger Instituut voor architectuur, kunnen zich niet meer tijdens dezelfde zitting aanmelden voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap. ».

De studenten die afgewezen worden door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd Hoger Instituut voor architectuur, kunnen zich pas na één academiejaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap aanmelden. ».

**Art. 7.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens » en worden de woorden « van hetzelfde examen » vervangen door de woorden « van eenzelfde proef ».

**Art. 8.** In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « hoger » vervangen door de woorden « niet-verplicht ».

**Art. 9.** In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoger » vervangen door de woorden « niet-verplicht ».

**Art. 10.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. Bij de inschrijving moet de kandidaat de volgende documenten overleggen of de volgende gegevens vermelden :

1<sup>o</sup> een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;

2<sup>o</sup> een afschrift van een Belgisch of buitenlands identiteitsstuk;

3<sup>o</sup> het origineel van het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld bedoeld in artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

4<sup>o</sup> de vermelding van het programma van een Hoger Instituut voor architectuur, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarover de kandidaat wenst ondervraagd te worden;

5<sup>o</sup> de juiste vermelding van het studiejaar en de eventuele keuzevakken waarover de proef zou worden afgelegd;

6<sup>o</sup> voor de inschrijving voor de eindproef van de graad van de tweede cyclus uitgereikt door de Hogere Instituten voor architectuur, het onderwerp van de scriptie die hij wenst te verdedigen samen met een korte beschrijving;

7<sup>o</sup> voor de inschrijving voor de eerste proef voor de graad van bachelor, het afschrift van het of de bekwaamheidsbewijs(zen) bedoeld in artikel 12, eerste lid of, bij gebreke daarvan, het of de voorlopig(e) getuigschrift(en) met dien verstande dat de beraadslaging betreffende de kandidaat pas plaats zal vinden na overlegging van het (de) bekwaamheidsbewijs(zen), behoorlijk gehomologeerd overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of van het officieel getuigschrift van gelijkwaardigheid van het in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijs of de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de kandidaat van de proeven van de volgende jaren, het afschrift van het getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar. ».

**Art. 11.** In het opschrift van afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef ».

**Art. 12.** In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « examenstof » vervangen door het woord « proef » en wordt het woord « examengedeelte » vervangen door het woord « examen ».

**Art. 13.** In het opschrift van afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens ».

**Art. 14.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens ».

**Art. 15.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « het examengedeelte schriftelijk en mondeling » vervangen door de woorden « het examen schriftelijk of mondeling ».

b) in het tweede lid wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens ».

**Art. 16.** In artikel 21, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « een enkel examengedeelte » vervangen door de woorden « een enkel examen ».

In artikel 21, tweede lid van hetzelfde besluit wordt het woord « examengedeelte » vervangen door het woord « examen ».

**Art. 17.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. De mondelinge examens worden in het openbaar afgenomen. »

**Art. 18.** In het opschrift van afdeling 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « examens » vervangen door het woord « proeven ».

**Art. 19.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een proces-verbaal opgemaakt na de beraadslaging. Het proces-verbaal van de beraadslaging vermeldt de samenstelling van de examencommissie en de resultaten van de beraadslaging. Het vermeldt ook voor elke afgewezen of uitgestelde student de redenen van de aangenomen beslissing. »;

b) het volgende lid wordt ingevoegd tussen de eerste en tweede leden :

« Het proces-verbaal wordt door de voorzitter, de secretaris en ten minste drie leden van de examencommissie ondertekend en dit, uiterlijk de laatste dag van de examenzitting. »

**Art. 20.** In artikel 25, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « examenzittijd » vervangen door het woord « proef » en wordt het woord « examengedeelten » vervangen door het woord « examens ».

**Art. 21.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef »;

b) in het derde lid wordt het woord « examen » vervangen door het woord « proef » en wordt het woord « examengedeelte » vervangen door het woord « examen ».

**Art. 22.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. Naast de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 februari 1984 houdende algemene regeling van de studiën in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, bij het slagen voor één of meer studiejaar van het hoger onderwijs, kunnen vrijstellingen van examens worden verleend door de Voorzitter van de examencommissie na advies van de Inspectie van het Hoger Onderwijs.

§ 2. De examencommissie kan vrijstelling van bepaalde examens verlenen aan de kandidaat die gezakt is voor de examencommissie en zich er het jaar daarop opnieuw voor inschrijft om zich voor dezelfde proef aan te melden, volgens de nadere regels bedoeld in het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 februari 1984. ».

**Art. 23.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » vervangen door de woorden « van het Bestuur. ».

**Art. 25.** De vroegere graad van kandidaat in de architectuur en architect zal door de examencommissie tot het academiejaar 2005-2006 kunnen worden toegekend aan de studenten die al geslaagd waren voor een jaar van de studiecycclus die leidt tot deze graad bij een academiejaar dat voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De graad van architect die deze studies bekrachtigt, zal tijdens een aantal academiejaar dat met één jaar hoger is dan de minimale duur van deze studies, door de examencommissie kunnen worden toegekend aan de studenten die houder zijn van een graad van kandidaat in de architectuur die, met toepassing van artikel 180, eerste lid, van het decreet van 31 maart 2004, toegang hebben tot het academiejaar 2006-2007 tot de studies van de tweede cyclus bepaald in de wetgeving die van kracht is vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de toepassing van de eerste en tweede leden blijven de artikelen 1 en 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, van toepassing zoals ze opgesteld waren vóór hun wijziging door dit besluit.

**Art. 26.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2005-2006.

Brussel, 30 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET